

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation pour le marché n°2025-00-18-05 MPA

Acheteur

Numih France
GIP Mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1

Marché public passé selon une procédure adaptée

Articles R 2123-13 ° du code de la commande publique

LOT 5 – Fournitures d’objets publicitaires
Journées Adhérents NumihFrance 2025– au Palais du Pharo – Marseille

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Objet de la consultation.....	5
ARTICLE 2.	Parties aux contrats	5
ARTICLE 3.	Présentation du NumihFrance	5
ARTICLE 4.	Présentation de l’évènement des journées NumihFrance	6
ARTICLE 5.	Allotissement.....	6
ARTICLE 6.	Montant du marché.....	7
ARTICLE 7.	Descriptif des prestations à réaliser	7
ARTICLE 8.	Prestations similaires	8
ARTICLE 9.	Durée de l’accord-cadre	8
9.1	Durée	8
9.2	Délais d’exécution / délais de réalisation	8
ARTICLE 10.	Documents contractuels	8
10.1	Pièces constitutives du marché	8
10.2	Pièces générales.....	9
10.3	Pièces techniques et normes	10
10.4	Règles de sécurité applicables aux ERP	10
10.5	Notification.....	10
ARTICLE 11.	Dispositions générales relatives à l’accord-cadre	10
11.1	Cadre réglementaire	10
11.2	Décomposition par tranches.....	10
11.3	Variantes	10
11.4	Prestations supplémentaires éventuelles	11
ARTICLE 12.	Protection de l’environnement et démarche RSE	11
12.1	Dispositions générales	11
12.2	Dispositions spécifiques	11
ARTICLE 13.	Titulaire étranger – Langue et unité monétaire.....	12
ARTICLE 14.	Protection des données à caractère personnels	12
ARTICLE 15.	Droits de propriété intellectuelle	13
ARTICLE 16.	Condition d’exécution des prestations	14
16.1	Lieu d’exécution des prestations – livraison.....	14
16.2	Exigences de qualité	14
16.2.1	Exigences générales de qualité.....	14
16.2.2	Exigences environnementales	15
16.2.3	3. Exigences liées à la personnalisation (logo, marquage).....	15
16.2.4	4. Exigences sociales et éthiques	15
16.2.5	5. Exigences de contrôle et conformité	15

16.3	Matériel et équipement	15
16.4	Logistique et coordination.....	16
16.5	Achèvement des prestations	16
ARTICLE 17.	Gestion des personnels du Titulaire.....	16
17.1	Désignation d’un interlocuteur unique et référent de l’acheteur.....	16
17.2	Départ du personnel et remplacement avant les événements.....	16
17.3	Récusation du personnel	16
ARTICLE 18.	Sous-traitance et co-traitance.....	17
18.1	Sous-traitance	17
18.2	Modalités de paiement direct.....	18
18.3	Cotraitance et répartition des paiements.....	18
ARTICLE 19.	Protection de la main d’œuvre, des conditions de travail.....	18
ARTICLE 20.	Modalités d’exécution.....	19
ARTICLE 21.	Déclenchement des prestations	19
21.1.1	Modification d’un bon de commande.....	19
21.1.2	Arrêt de l’exécution des prestations en cours d’exécution.....	19
ARTICLE 22.	Etablissement des prix.....	19
22.1	Forme des prix	19
22.2	Contenu du prix.....	20
22.3	Etablissement des bons de commande	21
22.4	Contenu de bon de commande	21
22.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	22
ARTICLE 23.	Modalités de règlement du marché.....	22
23.1	Paiement.....	22
23.2	Facturation.....	22
23.3	Avance.....	23
23.4	Acomptes	23
ARTICLE 24.	Suivi de l’exécution	24
24.1	Planning d’exécution.....	24
24.2	Coopération	24
ARTICLE 25.	Opération de vérification	24
25.1	Validation et transmission des livrables.....	24
25.1.1	Validation du Bon à Tirer (BAT).....	24
25.1.2	Transmission, Conditionnement et transport	25
25.2	Condition de vérification et d’admission de prestations	25
ARTICLE 26.	Clause de sécurité	26
ARTICLE 27.	Modification du marché et clause de réexamen.....	26

ARTICLE 28. Cessation des activités du Titulaire	27
ARTICLE 29. Pénalités	27
29.1 Généralités	27
29.2 Le caractère non libératoire des pénalités	28
29.3 Pénalités spécifiques.....	28
29.3.1- Pénalités en cas de retard dans l’exécution de la prestation.....	28
29.3.2- Pénalité pour travail dissimulé.....	28
ARTICLE 30. Droits et obligations du titulaire	29
30.1 Obligation de résultat.....	29
30.2 Consignes sécuritaires.....	29
30.3 Obligation de conseil.....	29
30.4 Obligation de confidentialité.....	29
ARTICLE 31. Responsabilité et assurance	31
31.1 Responsabilité extracontractuelle	31
31.2 Responsabilité contractuelle.....	31
31.3 Assurances	31
ARTICLE 32. Arrêt du marché	32
ARTICLE 33. Résiliation du marché	32
33.1 Résiliation pour inexactitude	32
33.2 Résiliation du marché pour motif d’intérêt général.....	32
33.3 Résiliation pour faute du Titulaire	33
33.4 Report ou annulation du salon	33
ARTICLE 34. Différends et litiges	34

NB : Tout comme l’ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l’initiative du soumissionnaire.

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Dans le cadre de l'organisation et l'animation des « Journées des adhérents Numih France » qui se dérouleront au Palais du Pharo, les 1^{ers} et 2 octobre 2025, le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de divers objets publicitaires ou « Goodies » autour de la nouvelle marque, le nouveau nom, logo de Numih France.

Les objets publicitaires seront remis aux participants lors de l'événement organisé par Numih France.

L'objet du marché consiste en la fourniture et la livraison de produits publicitaires tels que décrites au CCTP ou Cahier des Clauses Particulières Techniques.

Le présent accord-cadre est également désigné dans les pièces contractuelles « marché » ou contrat « contrat » ou « lot ».

ARTICLE 2. Parties aux contrats

Par décisions en date du 13 et du 28 mars 2024, les groupements d'intérêt public Mipih et SIB ont décidé de s'engager dans une procédure de transfert des activités du SIB vers le Mipih pour ne former qu'un GIP unique. Au 1^{er} janvier 2025, le GIP Mipih et le GIP SIB ont fusionné.

Sous l'impulsion de la fusion du Mipih avec le SIB, un changement du nom et de la marque en NumihFrance est intervenu.

La fusion du GIP SIB avec le GIP Mipih, a donné naissance à une nouvelle entité (marque, identité) dont le nouveau nom est Numih France.

Le pouvoir adjudicateur sera indifférent désigné dans le cadre des pièces de l'accord-cadre et du présent marché indifféremment sous les termes de « Numih France », « acheteur », « GIP », ou encore « GIP Mipih » GIP MipihSIB.

Le « titulaire » ou « titulaire » désigne l'opérateur économique avec qui l'acheteur conclut l'accord- le marché.

ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance

Numih France est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaires, Centres Hospitaliers, Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Hôpitaux locaux, Maison de retraite, Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Établissements de santé privés d'intérêt collectif...).

Éditeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur de données de santé certifié depuis 2018, le GIP accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Le GIP est par ailleurs, un acteur coopératif de référence du numérique au service de la santé et du secteur public. Il accompagne les établissements de santé, les collectivités et les administrations publiques dans la transformation de leurs systèmes d'information (SI).

Expert dans la conception, l'intégration, l'interopérabilité et le déploiement de Systèmes d'Information Hospitaliers (SIH) et de Santé (SIS), le GIP intervient auprès de plus de 600 établissements de santé sur le territoire national et à l'outre-mer.

Le GIP est de plus doté d'un organisme de formation qui dispense 273 formations pour amener les professionnels de santé vers la maîtrise des compétences en informatique de santé.

Les 1400 collaborateurs du GIP partagent ainsi leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents pour construire ensemble le numérique de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance

Acteur public du numérique en santé, éditeur et 1er hébergeur français certifié HDS, le NumihFrance accompagne les établissements de santé et les collectivités dans leur digitalisation afin de répondre à leurs enjeux numériques. Avec sept agences, à Toulouse, Amiens, Bordeaux, Reims, Rennes, Lille et Rouffach, NumihFrance et ses 1400 collaborateurs partagent leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents et clients pour construire ensemble le système de santé de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

Site internet : [www.https://numihfrance.fr](https://numihfrance.fr) [Accueil – Numih France](#)

Cet évènement statutaire participe et vient renforcer la qualité relationnelle entre NumihFrance et ces adhérents, en permettant des échanges informels autour d'un séjour d'expérience.

L'ambition de cet évènement est de créer les conditions favorables à un débat à la fois philosophique, pratique et prospectif en proposant un réel parcours d'expériences aux adhérents, pendant 2 jours.

Ces rencontres, plébiscitées par les adhérents de NumihFrance, sont l'occasion de découvrir des nouveautés et innovations et de débattre sur des thèmes d'actualités à l'occasion d'un moment agréable.

Le congrès est organisé pour accueillir des congressistes réunissant à la fois des Directeurs d'établissements publics de santé ou leur représentant, des Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs des Affaires Financières, des Directeurs des Systèmes d'Information, des Directeurs d'établissements universitaires, etc.), en présence de partenaires issus du secteur industriels du secteur de la santé, des institutionnels, des directeurs d'établissements universitaires, des chercheurs et des startups de la e-santé et autres domaines numériques.

ARTICLE 5. Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti.

Les prestations à réaliser dans le cadre cet accord-cadre concourent à l'organisation des journées adhérentes de NumihFrance. L'accord-cadre est décomposé en un certain nombre de lots d'indiqués ci-dessous :

- Lot 1 – Fabrication du stand avec une partie fourniture
- Lot 2 – Prestations d'info décor
- Lot 3 – Traiteur au Palais du Pharo (accueil café, cocktails déjeunatoires, pauses)
- Lot 4 – Prestation hôtesse pour accueil invités journées

- Lot 5 – Goodies locaux personnalisés
- Lot 6 – Production/impression du programme

Chaque lot constitue un marché : chaque marché fait référence à un Cahier des Clauses Administratives Générales spécifiques (CCAG) adapté aux caractéristiques et à l’objet des prestations qu’il couvre.

Chaque titulaire de lot aura la charge de diriger et contrôler la bonne réalisation de l’ensemble des prestations dont il a la charge.

Un Cahier de Clauses Administratives Particulières ou CCAP est commun à tous les lots ; le CCAP commun à tous les lots est complété par un CCP spécifique à chacun des lots.

Le présent document constitue le Cahier de Clauses Particulières (CCP) spécifique au lot 5 portant sur les objets publicitaires ou goodies.

ARTICLE 6. Montant du marché

Le présent accord- cadre, portant sur la réalisation des prestations au Palais du Pharo ne comporte pas de minimum. Son montant maximum est de 240 000 € HT.

Les montants prévisionnels de chacun des lots sont les suivants :

Lot	Désignation	Montant estimatif du lot € HT	Plafond ou montant maximum du lot
5	Fournitures d’objets publicitaire	8000 €HT	10 000 € HT

ARTICLE 7. Descriptif des prestations à réaliser

La prestation demandée est une offre de service complète de fabrication et de livraison d’objets publicitaires correspondant à l’image de l’événement ou au lieu de l’évènement, Marseille

Le titulaire du lot goodies dirige et contrôle la bonne réalisation de l’ensemble des prestations dont il a la charge ; il a notamment pour mission (liste non exhaustive) de :

- livrer les goodies décrits dans le cadre du CCTP et /ou proposés dans le cadre de son offre,
- Prévoir les moyens à mettre en œuvre (humains, matériels, logistiques adaptés).

Le Titulaire devra tenir compte dans sa charge de travail du calendrier de l’opération.

La période de préparation et de livraison très courte, l’événement demande une réactivité importante qui doivent être prises en compte notamment dans le cadre de la mobilisation de son équipe, de ses moyens matériels, logistiques et le cas échéant partenaires.

La manifestation se déroule sur 2 jours : le programme est détaillé dans le cadre du CCTP (étant précisé que les horaires et contenus sont donnés à titre indicatif).

ARTICLE 8. Prestations similaires

L’acheteur pourra confier au titulaire de l’accord-cadre pour chaque lot, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 9. Durée de l’accord-cadre**9.1 Durée**

Les délais d’exécution commencent à courir à compter de la date de notification et jusqu’ à la fin de l’événement JDA qui se déroulera les 1^{ers} et 2 octobre 2025.

Les livraisons devront être réalisées de manière à ce que les livrables conformes aux exigences du CCTP soient livrés et disponibles sur le lieu de l’événement au plus tard le 29 septembre 2025.

Le marché n’est pas reconductible.

9.2 Délais d’exécution / délais de réalisation

Les délais d’exécution commencent à courir à compter de la notification du marché

Les prestations exécutées par bon de commande devront être exécutées dans les délais et à la date fixée par le bon de commande.

Les délais pour assurer une livraison à date est un élément très important et déterminant dans la réalisation du marché

Le titulaire présente dans le cadre de son offre l’organisation concernant la commande, la fabrication et la logistique afin de garantir production et la livraison des goodies dans le cadre de l’événement des journées Adhérents Numih France.

Le Titulaire s’engage dans le cadre de son offre aux délais de fabrication (personnalisation, préparation en incluant les étapes de préparation, de conception et de validation nécessaires.) et de livraison proposée qui doivent être compatibles avec les jours d’organisation et la tenue de l’événement.

Les délais indiqués doivent figurer sur l’acte d’engagement ou AE (article 5 de l’AE).

Toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu’avec l’accord écrit de NumihFrance communies livrables.

Les nouvelles dates et les nouveaux délais devront permettre, dans tous les cas, la bonne réalisation des prestations au regard du 1^{er} jour de la tenue de l’évènement.

ARTICLE 10. Documents contractuels

Le titulaire du marché accepte sans aucune réserve de garantir et gérer les prestations objets du présent marché conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses Particulières (CCP) ainsi que du Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et du Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP).

10.1 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L’acte d’engagement (A.E.)
- Son annexe financière ayant également valeur contractuelle (*)
 - Le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) /DQE ou devis estimatif quantitatif
 - En cas de sous-traitance : l’annexe de sous-traitance à l’acte d’engagement (DC4).
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) spécifique au lot 6.
- Le CCAG- FCS.
- Le cadre de réponse technique.
- Le mémoire technique ou note méthodique en complément du CRT.
- La documentation conforme aux obligations réglementaires et fiches de sécurité.
- L’engagement de confidentialité.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les bons de commandes émis dans le cadre du marché.

L’annexe financière ou Bordereau de Prix (BP) doit être remplie en format Excel, tout autre format ne sera pas pris en compte lors de l’analyse financière ;

Les DQE ou Devis Quantitatif Estimatif servent à la comparaison des offres : ils n’ont pas de valeur contractuelle contrairement à l’annexe financière mais doivent reprendre à l’identique montants figurant dans l’annexe financière.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours de consultation.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires, conservés par l’administration, font seules foi.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l’ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d’un même document, la disposition la plus favorable à NumihFrance s’appliquera.

10.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l’ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à l’accord-cadre, notamment :

- Le Code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021* ou en vigueur au moment de l’exécution des prestations.
- Le Code du travail.
- L’ensemble des réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations, objet du marché.

Cette liste n’est pas exhaustive.

* Par la seule référence faite au CCAG-FCS, les clauses générales qu’il contient, s’appliquent de plein droit.

Nota : les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l’exercice de sa mission d’une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l’exécution du présent marché.

10.3 Pièces techniques et normes

Le titulaire s’engage à exécuter les prestations demandées conformément à l’ensemble des lois, règlements, normes en vigueur et prescriptions réglementaires et /ou techniques, les règles de l’art ainsi que les documents techniques applicables aux jours de l’exécution du marché.

10.4 Règles de sécurité applicables aux ERP

Pour les livraisons réalisées au Palais du PHARO, le titulaire devra respecter l’ensemble des règles d’accès et de logistique spécifique au lieu du déroulement de l’événement du gestionnaire du site et/ou de l’organisateur du congrès, notamment les consignes de circulation, et de livraison et de stationnement.

10.5 Notification

La notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l’acheteur au titulaire contre reçu, de l’acte d’engagement, celui-ci l’engageant sur l’ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

ARTICLE 11. Dispositions générales relatives à l’accord-cadre

11.1 Cadre réglementaire

La présente consultation est passée sous la forme d’une procédure adaptée en application :

- Des articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique : autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; Services d’organisation d’expositions de séminaires d’événements
- Code CPV 7995000 à 79956000
- Code CPV 39294100- Produits d’information et de promotion

11.2 Décomposition par tranches

Le présent marché ne prévoit pas de tranches.

11.3 Variantes

Des variantes techniques et financièrement sont autorisées à condition que ces variantes respecte les exigences contenues dans le cahier des charges et en particulier les exigences du CCTP concerné.

Dans ce cas, le titulaire identifie clairement son « offre variante » dans sa proposition technique.

Le titulaire qui propose une variante est tenu d’établir une offre variante sur la base du modèle de l’offre tel que proposé dans le cadre du DCE ou dossier de consultation des entreprises.

Des variantes ainsi autorisées doivent permettre au titulaire de proposer des goodies qui, du fait de son expertise sur le sujet, lui paraissent particulièrement significatifs ou adaptés dans le cadre d’un congrès à destination des participants.

Important : Le titulaire doit obligatoirement formuler une offre de base selon le BPU de l’offre de base sous peine de voir ses propositions libres faites dans le cadre de variante rejetée.

11.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Des prestations supplémentaires peuvent être demandées : elles sont liées à l’objet principal du marché et font l’objet d’un chiffrage en plus de l’offre de base ; elles ne seront exécutées que si l’acheteur le décide moment de l’attribution marché (article R2151-8 du code de la commande publique)

ARTICLE 12. Protection de l’environnement et démarche RSE

12.1 Dispositions générales

La RSE est composée de trois piliers : le social, l’environnemental et l’économique

Le titulaire s’engage à mettre en œuvre une démarche responsable, éthique et durable en accord avec les principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprise RSE en matière de protection de l’environnement et d’impact environnemental ou d’engagement social et éthique.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Utilisation de matériaux écologiques et recyclables
- Recyclabilité des produits, modalités de transports, gestion des emballages
- Limitation des déchets
- Tri sélectif

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement dans son secteur d'activités et notamment au :

- Décret n° 2020-1828 du 31 décembre 2020 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique
- Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications règlementaires relatives à la protection de l’environnement. Ces modifications n’ont pas à être constatées par voie d’avenant. Néanmoins, l’acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l’intégration de ces évolutions règlementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire présente ses actions ou pratiques durables éthiques et responsables dans toutes les étapes de fabrication notamment au travers (exemple) : des choix de matériaux et processus de fabrication, du transport et de la logistique, en matière de limitation des déchets avec l’intégration la possibilité de recyclage ou de réutilisation des supports ainsi que les actions en matière de responsabilité sociétale (respect des normes sociales, conditions de travail, sécurité, rémunération équitable, en termes de diversité et d’inclusion etc.)

12.2 Dispositions spécifiques

Le titulaire s’engage à fournir des objets promotionnels conformes aux exigences environnementales suivantes :

- Matériaux et % de produits recyclés/recyclables, Priorité donnée aux matières recyclées, recyclables, biosourcées ou compostables.
- Exclusion des plastiques à usage unique non recyclables.
- Interdiction des substances dangereuses (phtalates, bisphénol A, solvants nocifs...).
- Origine de fabrication
- Certification environnementales détenues

Fabrication et approvisionnement

- Favoriser les circuits courts (production en Europe ou France, si possible).
- Privilégier les fournisseurs certifiés (ISO 14001, label environnemental type NF Environnement, Écolabel européen, FSC/PEFC pour le bois/papier, GOTS pour le textile).

Durabilité et utilité

- Fourniture d’objets réutilisables, solides et à forte utilité pour limiter l’obsolescence.
- Interdiction des produits à obsolescence programmée ou à usage unique.

Conditionnement et logistique

- Réduction des emballages à la source.
- Utilisation d’emballages recyclés/recyclables.
- Optimisation des transports (groupage, limitation des trajets).

Fin de vie

- Communication claire sur leur mode de tri/recyclage.

ARTICLE 13. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l’Union Européenne sans avoir d’établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l’administration lui communique un numéro d’identification fiscal.

Toutes les pièces du dossier seront rédigées en français ou accompagnées d’une traduction en français certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

L’unité de compte est l’euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 14. Protection des données à caractère personnels

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l’exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l’exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du

présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Les informations collectées par le GIP font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion de ce marché public. Ces informations sont à destination du GIP, des organismes en charge du contrôle de la légalité et de la DGFIP.

Conformément aux articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique, les pièces constitutives du marché sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les titulaires des marchés disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, une demande doit être adressée par courrier au Délégué à la protection des données du Mipih, ou par courriel au moyen de l'adresse suivante : dpo@numihfrance.fr.

Dans l'hypothèse d'un manquement aux dispositions ci-dessus, une réclamation auprès de la CNIL pourra être introduite.

L'annexe RGPD doit être dûment complétée et remise dans le cadre de l'offre.

ARTICLE 15. Droits de propriété intellectuelle

Les prestations à réaliser dans le cadre du présent CCP sont soumises aux articles 34 et 37 du CCAG-FCS. NumihFrance peut utiliser pleinement les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle réalisées dans le cadre du marché (on parle des résultats).

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. NumihFrance est seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins du marché auquel ce dernier pourrait avoir accès.

A la stricte fin de permettre au titulaire d'effectuer les prestations, objet du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur lui cède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations qui lui sont confiées.

1. Titularité des droits
Le pouvoir adjudicateur demeure titulaire exclusif de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle relatifs à son logo, à ses marques et à ses signes distinctifs. La remise de ce logo au titulaire n'emporte en aucun cas transfert de droits de propriété intellectuelle.
2. Licence d'utilisation limitée
Dans le seul cadre de l'exécution du présent marché, Numih France concède au titulaire une licence non exclusive, gratuite, non cessible et strictement temporaire d'utilisation du logo, limitée à sa reproduction sur les objets publicitaires commandés.
3. Respect de la charte graphique
Le titulaire s'engage à utiliser le logo conformément aux prescriptions et à la charte graphique

fournie par Numih France. Toute modification, altération ou adaptation du logo est interdite, sauf accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

4. Sous-licence et communication
Le titulaire ne peut céder, concéder ou transférer, même partiellement, l’autorisation d’usage du logo à des tiers, y compris à ses sous-traitants, sans l’autorisation expresse et écrite du pouvoir adjudicateur. L’usage du logo à des fins de communication, de publicité ou de référence commerciale est interdit, sauf accord écrit préalable.
5. Durée d’utilisation et restitution
L’autorisation d’usage du logo prend fin automatiquement à la date de fin d’exécution du marché. À cette échéance, le titulaire s’engage à restituer ou détruire l’ensemble des fichiers, supports physiques et numériques contenant le logo, sauf disposition contraire expresse du pouvoir adjudicateur.
6. Responsabilité
Le titulaire est responsable de tout usage du logo en dehors du cadre défini par la présente clause. Tout manquement pourra entraîner l’application des sanctions prévues au marché, y compris sa résiliation pour faute, sans préjudice des poursuites civiles et pénales éventuelles pour contrefaçon.

ARTICLE 16. Condition d’exécution des prestations

16.1 Lieu d’exécution des prestations – livraison

Les prestations qui font appel à de la conception ou de fabrication seront exécutés dans les locaux du Titulaire.

Les prestations devront être délivrées sur le lieu où se dérouleront les journées adhérents NumihFrance, au Palais du Pharo, **sauf autre demande expresse(écrite) formulée après la notification du marché par le service de la communication de NumihFrance dans le cadre de l’exécution des prestations.**

En cas de livraison sur site, il est demandé que le prestataire prenne connaissance au préalable des lieux afin de prendre en compte des contraintes logistiques et d’accès.

Dans tous les cas, Le titulaire s’engage à fournir les livrables conformément aux caractéristiques techniques définies dans CCTP et selon les propositions techniques et financières retenues par Numih France et indiqués dans le bon de commande.

La livraison est considérée comme effective uniquement après réception conforme des goodies à l’adresse précisée dans le bon de commande.

Il convient de se reporter au point 25 de présent document (opérations de vérification).

16.2 Exigences de qualité

Le Titulaire s’engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l’art relatifs aux fournitures et aux prestations du présent marché.

16.2.1 Exigences générales de qualité

- Conformité aux normes en vigueur (sécurité des matériaux, marquage CE si applicable, normes ISO si pertinent).
- Absence de substances nocives (conformité au règlement REACH, absence de métaux lourds, encres non toxiques).

- Respect des réglementations spécifiques (par ex. produits électriques = directive RoHS, jouets = directive 2009/48/CE).
- Durabilité et solidité : les produits doivent être conçus pour un usage courant et résister à l’usure normale.

16.2.2 Exigences environnementales

- Éco-conception / choix des matériaux : favoriser des matériaux recyclés, recyclables ou biosourcés.
- Réduction des emballages : interdiction des suremballages plastiques, exigence de conditionnements recyclables.
- Labels / certifications environnementales (ex. FSC pour le bois/papier, coton bio certifié GOTS).
- Clause incitant à proposer des produits réutilisables plutôt que jetables.

16.2.3 Exigences liées à la personnalisation (logo, marquage)

- Respect strict de la charte graphique NumihFrance (couleurs si impression, proportions, intégrité du logo).
- Qualité d’impression ou de gravure : marquage lisible, durable, résistant à l’eau, aux frottements et aux lavages si applicable (tissus, mugs).
- Absence de décoloration ou de détérioration prématurée du logo.
- Interdiction d’utilisation du logo à d’autres fins que celles prévues par le marché.

16.2.4 Exigences sociales et éthiques

- Conditions de fabrication : conformité aux conventions fondamentales de l’OIT (travail des enfants, travail forcé, conditions de travail).
- Traçabilité : le fournisseur doit pouvoir indiquer le pays d’origine et les conditions de fabrication.
- Possibilité de demander des labels sociaux (SA 8000, WFTO, commerce équitable, etc.) si cohérent avec la politique RSE de l’acheteur.

16.2.5 Exigences de contrôle et conformité

- Garantie de remplacement : tout produit non conforme ou défectueux devra être remplacé sans frais dans un délai déterminé avec NumihFrance.
- Délais de livraison : respect strict des délais, car les goodies sont liés à un événement ponctuel particulier.

16.3 Matériel et équipement

Le matériel et équipement nécessaires à la bonne réalisation de prestations doivent permettre la qualité des prestations attendues notamment en matière de personnalisation des goodies .

Le titulaire fournit le détail des matériels et équipements nécessaire à la réalisation de prestations dans le cadre de son offre.

16.4 Logistique et coordination

Le prestataire devra :

- Respecter les plages horaires du lieu où se déroule l’évènement en cas de livraison sur le site du Palais du Pharo.
- Se coordonner le cas échéant avec le régisseur technique ou l’organisateur du site.

16.5 Achèvement des prestations

La mission du titulaire s’achève par la livraison des livrables, objet du marché, conformes aux exigences du CCTP.

ARTICLE 17. Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l’ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d’employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché. Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion.

17.1 Désignation d’un interlocuteur unique et référent de l’acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l’exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l’Acheteur à l’avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

17.2 Départ du personnel et remplacement avant les événements

En cas d’absence ou de départ d’un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le représentant de l’acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s’en trouve pas compromise en opérant un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

La désignation d’un remplaçant ne pourra en aucun cas justifier une augmentation des prix.

Les remplaçants proposés devront avoir un niveau au moins égal et des qualifications équivalentes à ceux auxquels ils succèdent.

Le titulaire s’engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l’équipe chargée de l’exécution des prestations qui viendrait à être défaillant et à communiquer sans délai, le nom, les titres, qualifications et références du remplaçant proposé.

17.3 Récusation du personnel

Pendant toute la durée du marché, l’acheteur se réserve, sur décision motivée, le droit de récuser le personnel qui s’avèrerait inadapté à l’exécution des prestations. Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment.

Dans tous les cas, le Titulaire est alors dans l’obligation de proposer un nouveau remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l’exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d’exécution du marché et notamment du prix ou des délais d’exécution.

En cas de deux refus successifs par l’acheteur d’un remplaçant proposé par le Titulaire, l’acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du C.C.A.G-FCS.

ARTICLE 18. Sous-traitance et co-traitance

18.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l’article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Si l’acceptation d’un ou plusieurs sous-traitants et l’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l’acceptation de l’acte d’engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l’acheteur, par l’entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d’entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d’exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public au Mipih au plus tard 15 jours avant la date prévue d’intervention du ou des sous-traitant(s).

L’acte spécial indique :

- l’objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R.2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d’établissement de prix,
- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d’assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;

- ⑤ L'exemplaire unique de l'accord-cadre délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification de cet accord-cadre, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ⑥ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

18.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

18.3 Cotraitance et répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant le DC4, indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 19. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de l'acheteur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur site du respect des obligations et dispositions en

matière de protection et de conditions de travail de la main d’œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l’acheteur.

ARTICLE 20. Modalités d’exécution

ARTICLE 21. Déclenchement des prestations

La réalisation des prestations est déclenchée par la notification du marché et seront exécutées sur la base de indications précisées dans le bon de commande.

La notification d’un bon de commande intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l’heure de l’envoi.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions figurant sur un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l’ordre de service concerné, dans un délai de 5 jours ouvré à compter de la date de réception de l’ordre de service ou du bon de commande, sous peine de forclusion.

21.1.1 Modification d’un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié à tout moment par l’acheteur en cours de réalisation des prestations.

Dans cette hypothèse, l’acheteur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation dans les mêmes conditions prévues que les bons de commandes initiaux.

Le bon de commande rectificatif ne peut avoir un impact sur le prix initial de la commande mais seulement sur les délais de réalisation.

21.1.2 Arrêt de l’exécution des prestations en cours d’exécution

L’arrêt de l’exécution d’une partie ou de la totalité des prestations figurant sur le bon de commande peut être décidé par l’acheteur et notifié au Titulaire par tout moyen permettant de déterminer une date certaine avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

L’application de cet article n’entraîne pas la résiliation du marché et donc n’entraîne pas le paiement automatique d’une indemnité pour résiliation.

ARTICLE 22. Etablissement des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

Les prix sont mentionnés hors taxes et toutes taxes comprises et incluent notamment :

- tous les frais nécessaires à l’exécution des prestations prévues par le marché ;
- les éventuels frais de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

22.1 Forme des prix

Le présent lot est traité à prix unitaires fondés sur des unités d’œuvre (UO) définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le bordereau de prix constitue l’annexe financière de l’acte d’engagement.

Les prix unitaires, figurant dans l’annexe financière, ne sont pas reportés dans l’acte d’engagement mais sont contractuels et engage le prestataire.

Le titulaire doit remplir ce bordereau ou BPU (Bordereau contractuel) complété par un devis quantitatif estimatif et DQE (devis non contractuel).

Le chiffrage réalisé dans la cadre du devis estimatif est réalisé sur la base des prix figurant au BPU et de quantités fictives.

L’annexe financière ou Bordereau de Prix (BP) doit être remplie en format Excel, tout autre format ne sera pas pris en compte lors de l’analyse financière ;

Le DQE ou Devis Quantitatif Estimatif sert à la comparaison des offres : il n’a pas de valeur contractuelle contrairement à l’annexe financière que constitue le Bordereau de Prix (BP) mais le DQE doit reprendre à l’identique les montants figurant dans le BP. Les quantités indiquées au DQE sont purement estimatives et ne constituent pas des quantités minimales de commandes

En cas d’erreur de montant ou prix, ceux figurant dans l’annexe financière prévalent.

En cas d’erreur de multiplication ou d’addition, les DQE seront corrigés au regard des montants ou prix figurant dans l’annexe financière

L’annexe financière peut être accompagnée d’un devis détaillant le montant des différentes lignes du BPU. Ce devis, établi selon le format de l’entreprise et fourni en complément du bordereau de prix (BP) et du DQE, doit seulement permettre de détailler les lignes de prix unitaires figurant au BPU et DQE. Ce devis entreprises n’est en aucun cas un document contractuel ou servir de document de référence ; il ne peut se substituer au bordereau de prix ou Devis Quantitatif Estimatif tels que publiés.

22.2 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l’offre technique du Titulaire, et conformément à l’annexe financière (BP).

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les coûts directs et indirects liés à la production, la personnalisation et la distribution, livraison des goodies ainsi que les frais et dépenses nécessaires à l’exécution du marché (y compris frais de déplacement – hébergement) et plus généralement au respect de l’ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre l’ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la bonne réalisation des prestations et toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix couvrent l’intégralité des prestations ainsi que l’ensemble des frais afférent à l’exécution des prestations, objet du marché et notamment (liste non exhaustive) :

- La réalisation des prestations et produits commandés ;
- Le prix d’achat de l’objet
- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Tous les frais engendrés par la réalisation des prestations et des produits, notamment les frais d’impression quel que soit le procédé : physique et/ou numérique)
- Le cas échéant, les frais de location de matériel et équipement nécessaire ;
- Les frais d’assurance et au transport jusqu’au lieu de livraison ;
- Les frais de conception, de fabrication, d’impression et de personnalisation (Impression, gravure, broderie ou marquage selon le type de goodies.

- Le cas échéant le coût des maquettes ou des fichiers graphiques.
- Les Frais de préparation ou d’adaptation des goodies.
- Les frais de retouche et correction
- Les Frais de conversion et vérification des fichiers avant impression,
- Les Frais de numérisation de documents le cas échéant
- Les Frais d’impression quel que soit le support et leur finition,
- Les Frais de façonnage,
- Les Frais afférents au conditionnement, au stockage, à l’emballage, à la manutention ; d’expédition et de livraison et logistique
- Les frais d’assurance et au transport jusqu’au lieu de livraison
- Les frais de Transport depuis le fournisseur jusqu’au lieu de stockage ou l’événement.
- Frais de stockage ou entreposage temporaire.
- Les frais de livraison, de remise des commandes
- Les frais de communication, d’organisation matérielle ;
- Les frais de déplacement, de restauration et d’hébergement ;
- Les frais administratifs tels que la gestion des commandes et leur suivi
- Les frais bancaires en cas de produit importés
- Les frais de douanes et taxes si le produit est importé

- etc.

Ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l’exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, etc.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement le site d’intervention et avoir ainsi intégré l’ensemble des contraintes spécifiques dans son prix.

Les prix proposés s’entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

La TVA applicable est celle du preneur, donc la TVA française.

22.3 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande seront émis sur la base de l’annexe financière.

Les prix proposés s’entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

Le bordereau de prix annexé à l’acte d’engagement doit respecter les conditions prévues au présent document et au CCP spécifique au lot.

Chaque bon de commande est signé par l’acheteur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet. Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le Titulaire en accuse réception.

22.4 Contenu de bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’au dernier jour de la validité de l’accord-cadre conclu avec le titulaire, notamment pour les livrables réalisés postérieurement à la prestation.

Toutefois la durée maximale d’exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois le terme de l’accord cadre.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- le lot (numéro intitulé) et l’objet de l’accord cadre,
- la date de la commande,
- l’objet du bon de commande,
- la nature des prestations à réaliser,
- les délais et le calendrier de réalisation,

- le lieu de livraison
- le coût des prestations HT et TTC, conformément au bordereau de prix figurant en annexe de l’acte D’engagement du présent accord-cadre ou dans le devis accepté

22.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

ARTICLE 23. Modalités de règlement du marché

23.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d’intérêts moratoires, ainsi qu’à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Mr Le Comptable assignataire
12, rue Michel Labrousse
31000 Toulouse

23.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L .2192-1 à L.2192-7 du CCP : depenses@numifrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d’émission de la facture ;
- 2° La désignation de l’émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l’émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du marché ou lot et du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l’indication, pour les personnes publiques, du code d’identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d’une exonération ;
- 10° L’identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l’émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Mr Le comptable assignataire

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse, 31000 Toulouse

23.3 Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire par ce dernier dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 15 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande, toutes taxes comprises, divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions définies aux articles R.2191-11 et 12 du code de la commande publique.

NOTA : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

23.4 Acomptes

Par application de l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes.

La périodicité de l’acompte sera fixée lors de la mise au point notamment si les prestations se décomposent en phases techniques.

Le montant de ces acomptes est déterminé par l’acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire. Chaque acompte fait l’objet d’une demande de paiement.

Le versement de l’acompte implique nécessairement la présentation de toute pièce demandée. L’acheteur justifiant de l’état d’avancement des prestations effectivement exécutées dans le cadre de la prestation commandée.

L’acheteur contrôle l’exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

ARTICLE 24. Suivi de l’exécution

24.1 Planning d’exécution

Le planning d’exécution sera mis au point en début de marché public lors de la réunion de lancement ou de cadrage.

24.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché public, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec NumihFrance.

NumihFrance s’engage à mettre à disposition du titulaire, les documents et informations dont ce dernier aura besoin pour mener à bien ses prestations. Il se garde toutefois le droit de refuser la communication de certains documents.

ARTICLE 25. Opération de vérification

Les prestations faisant l’objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu’elles répondent aux stipulations du marché conformément aux dispositions du CCAG -FCS auxquels les prestations se reportent.

Les clauses du CCAG sont complétées par les dispositions ci-dessous :

25.1 Validation et transmission des livrables

25.1.1 Validation du Bon à Tirer (BAT)

Avant toute fabrication, un Bon à Tirer (BAT) est soumis au pouvoir adjudicateur pour validation.

La validation s’effectue par écrit (courriel ou signature sur BAT dématérialisé).

Toute fabrication réalisée sans validation expresse du BAT engage la responsabilité du titulaire.

En cas de non-conformité entre la livraison et le BAT validé, le titulaire procède, à ses frais, au remplacement des goodies .

La livraison doit intervenir, à compter de la validation du BAT, dans les délais impératifs fixés dans le bon de commande doivent être respectés.

Aucune livraison partielle n’est acceptée sans accord préalable de NumihFrance.

L’acheteur se réserve la possibilité d’effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

25.1.2 Transmission, Conditionnement et transport

Les goodies sont livrés emballés de manière à éviter toute dégradation (humidité, pliures, rayures).

Chaque colis doit être étiqueté avec la mention du service destinataire, le contenu et la référence de commande, la quantité contenue.

Les frais de livraison sont à la charge exclusive du titulaire.

En cas de transmission de fichiers numériques, le titulaire transmet à NumihFrance les fichiers numériques correspondants (BAT final et/ou fichiers sources si demandé) selon les modalités suivantes :

Les fichiers sont fournis au format [haute définition et format standard / autre format selon spécifications] et livrés via : une clé USB sécurisée / lien de téléchargement / plateforme dédiée].

Chaque fichier doit être nommé de manière à permettre une identification claire et structurée :
[Date AAAAMMJJ]_[RéférenceCommande]_[TypeSupport]_[ServiceDestinataire].pdf
intitule du document

En cas de versionnement, le suffixe _V1, _V2, etc., est ajouté au nom du fichier.

Tout non-respect des consignes de conditionnement ou de nommage pourra entraîner le refus de la livraison jusqu’à mise en conformité, sans incidence sur les délais contractuels.

25.2 Condition de vérification et d’admission de prestations

Outre les opérations de vérification quantitative et qualitative exercées par l’acheteur et définies au CCAG-FCS, le Titulaire s’engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché.

Le non-respect peut entraîner, selon l’importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées par le CCAG-FCS, sous réserve des compléments apportées dans le cadre du cahier des clauses administratives particulières ou CCAP.

La réception est subordonnée à la vérification quantitative et qualitative des goodies livrés.

- Droit de contrôle et de refus :

En cas de non-conformité (quantité, qualité, défauts d’impression ou différence par rapport au BAT), le pouvoir adjudicateur peut refuser la livraison.

L’acheteur public peut refuser toute fourniture non conforme au cahier des charges.

Les différents contrôles et mesures, matérialisées notamment par des constats ou des rapports effectués l’acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

L’admission des prestations est prononcée par le responsable technique désigné par NumihFrance pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L’admission des prestations sera réputée effective dès la constatation du service fait.

ARTICLE 26. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d’information du Mipih, énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d’information. Elle est applicable aux titulaires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d’Information du Mipih.

ARTICLE 27. Modification du marché et clause de réexamen

Il est tenu compte, notamment :

Le représentant de l’acheteur pourra procéder aux modifications prévues aux articles L..2194-1 et 2 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique en particulier :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d’un nouvel accord sur le ou les prix en cas d’une évolution disproportionnée du ou de ces prix, et susceptible notamment d’altérer l’équilibre financier du contrat. La mise en œuvre de la présente clause fait l’objet d’échanges entre l’acheteur et le Titulaire en cours d’exécution du présent marché et en fonction de l’évolution du contexte économique. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties à l’accord-cadre et sont actées par voie d’avenant.
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l’étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d’exécution, en cas de survenance, en cours d’exécution, d’évènements relevant d’aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) En cas d’atteinte ou de dépassement imminent du montant budgétaire alloué fixé dans le présent marché, les parties conviennent de se réunir afin d’évaluer les besoins restants et d’envisager les ajustements nécessaires. Cette évaluation pourra inclure sans s’y limiter :
 - La révision de l’étendue des prestations : adaptation des prestations prévues dans le cadre du budget alloué.
 - L’ensemble des mesures à prendre afin de garantir la viabilité de l’évènement en respectant les contraintes financières.
- d) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le cahier des charges CCAP et CCP. ;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l’offre initiale du titulaire.
- e) À la modification des dates de l’évènement. Cette modification ne devra entraîner aucune modification du lieu de l’évènement et devra être considéré comme un simple report de date.
- f) En cas de changement d’un opérateur au sein d’un groupement
 - S’il est demandé par le mandataire du groupement, le remplacement d’un ou plusieurs opérateurs économiques composant le groupement, le ou les remplacements font l’objet d’échanges entre l’acheteur et le mandataire.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par le mandataire et les nouveaux membres du groupement et L’acheteur et sont actées par voie d’avenant.
- g) En cas de changement chez le titulaire entraînant la création d’une nouvelle entité.
 - En cas de modification entraînant la création d’une nouvelle personne morale, la modification doit être acceptée par L’acheteur et actée par voie d’avenant.

La mise en œuvre de la présente clause fait l’objet d’échanges entre l’acheteur et le titulaire en cours d’exécution du présent marché

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d’exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire

ARTICLE 28. Cessation des activités du Titulaire

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d’une fusion, d’une cession ou d’une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d’exécution.

La conclusion d’un avenant de transfert concrétisera l’accord du Mipih quant à la poursuite de l’exécution du marché par une nouvelle personne morale.

NumihFrance se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l’objet de l’une des interdictions prévues à l’article L.2141-1 du Code de la commande publique.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et la livraison des goodies ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait résilié aux torts du Titulaire.

ARTICLE 29. Pénalités

Le titulaire encourt les pénalités prévues ci-dessous.

En complément de pénalités spécifiques au présent lot, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAG-FCS.

29.1 Généralités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues dans le cadre de l’exécution du marché ont uniquement un caractère moratoire.

Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l’inexécution a donné lieu à l’application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le recouvrement des pénalités s’opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

En cas de commande non exécutée, les pénalités applicables seront mises à la charge du titulaire et recouvrées à ses frais et risques, notamment par l’émission d’un titre exécutoire, sans préjudices de l’application des autres dispositions contractuelles.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l’émission par l’acheteur d’un titre exécutoire, notamment en cas d’insuffisance des sommes dues au titulaire.

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

A réception de ce décompte ou de toute décision du pouvoir adjudicateur induisant le principe de l’application de pénalités, le titulaire dispose d’un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées. Par dérogation aux dispositions de l’article 14.1.3 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire ne bénéficie d’aucune exonération de telle sorte qu’il est redevable quel que soit leur montant total.

29.2 Le caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent CCAP ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l’inexécution a donné lieu à l’application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité

29.3 Pénalités spécifiques

29.3.1- Pénalités en cas de retard dans l’exécution de la prestation

Par dérogation à l’article 14 du C.C.A.G.-FCS, en cas de retard, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable :

Pénalités	Montant
En cas de livraison sur le site d l’événement Retard de plus d’une heure de la livraison / à compter de la 1 ^{ère} heure d’ouverture de l’événement	200 €
Pénalité en cas de commande non exécutée	Pénalité égale au montant de la commande non exécutée
Non-respect de la qualité de produits (non conforme au bon de commande)	200 € par livrable non conforme
Pénalités spécifiques en cas de non-respect de la l’engagement confidentialité	30 % du montant total de la prestation.

29.3.2- Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s’acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé d’activité ou d’emploi salarié, l’acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 30. Droits et obligations du titulaire

30.1 Obligation de résultat

Dans le cadre de l’exécution des prestations définies dans le présent CCP, le titulaire est soumis à une obligation de résultats et aux règles de l’art.

*Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et notamment aux prestations décrites dans l’offre du titulaire et aux délais mentionnés dans le rétroplanning établi d’un commun accord avec le prestataire retenu.

Le respect du délai et date de livraison est une obligation essentielle : un retard équivaut à une perte sèche puisque les objets deviennent inutiles après la date. Outre les pénalités, le titulaire encourt une exécution au frais et risques aux torts du titulaire

30.2 Consignes sécuritaires

Le Titulaire devra se conformer aux consignes sécuritaires propres au règlement intérieur du lieu de livraison de la prestation.

30.3 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de l’acheteur dans le cadre de l’exécution du présent marché. Le titulaire s’engage notamment à :

- Répondre aux demandes de renseignements de NumihFrance et lui communiquer tout conseil et toute information qu’il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- Apporter tout le soin et la diligence nécessaires à l’exécution des prestations ;
- S’enquérir de toute information ou renseignement qu’il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Il s’engage à informer sans délai l’acheteur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu’ils ont été définis dans le présent document.

30.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du Code pénal) et à l’obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, les informations, études document, supports d’informations fichiers informatiques, décision de toute nature et renseignements fournis par l’acheteur, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que ce soit, au cours de l’exécution du marché, sont considérés comme secrets au sens de l’article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s’interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du marché ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l’accord préalable de l’acheteur

Le titulaire s’engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles qui sont spécifiées au marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l’exception de celles nécessaires à l’exécution des prestations du marché sur accord préalable de l’acheteur ;
- ne pas communiquer les produits et livrables réalisés, documents et fichiers à d’autres personnes morales ou non, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel de l’acheteur chargé de l’exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d’exécuter les prestations objet du marché ;
- prendre toutes les mesures de sécurité notamment toutes les mesures de sécurité matérielle permettant la conservation et l’intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du marché et à prendre toutes les mesures permettant d’éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers de l’acheteur, hors de son périmètre d’intervention sans son accord exprès et préalable et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par l’acheteur, à l’issue du marché et à produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de leur destruction ;
- reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l’acheteur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution ;
- prendre toutes les mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique du titulaire utilisé dans le cadre du marché.

L’utilisation, par le titulaire, du nom « Mipih » du nom « SIB » et de la nouvelle identité NumihFrance appliquée à quelque fin que ce soit et/ou la référence au marché par le titulaire sont subordonnées à l’accord écrit, exprès et préalable de l’acheteur.

Les titulaires s’engagent, pour lui et pour ses éventuels sous-traitants, à ne pas utiliser les données à d’autres fins que celles relatives à l’exécution du marché et à maintenir confidentielles les communications de toute nature dont ils ont eu connaissance au cours de la procédure comme de l’exécution.

Le titulaire s’engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le titulaire ne peut sous-traiter l’exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l’accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

L’acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s’assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l’engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant également être engagée sur le fondement des articles 226-17, 226-22 et 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du marché.

Le Titulaire s’interdit d’interroger le personnel de l’acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le représentant désigné par elle.

L’acheteurs ’engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu’il recevrait de celui-ci.

ARTICLE 31. Responsabilité et assurance

En compléments des dispositions mentionnées aux CCAG –FCS, il est convenu ce qui suit.

31.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l’acheteur et celle du titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux parties au contrat.

31.2 Responsabilité contractuelle

Le Titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l’ensemble des exigences et des spécifications techniques décrites dans le présent document. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu’il a choisis.

Le titulaire est seul responsable de la conformité des produits livrés.

En cas de non-conformité constatée (technique, réglementaire, ou environnementale), l’acheteur se réserve le droit de refuser les produits et d’exiger leur remplacement aux frais du titulaire ;

Il garantit, en outre, qu’il dispose des compétences, humaines et techniques pour mener à bien les prestations qui lui sont confiées.

Il s’engage à mobiliser un personnel qualifié et expérimenté. Le personnel chargé de l’exécution des prestations choisi par le titulaire est sous sa responsabilité.

Le titulaire avise sans délai l’acheteur de tout changement ou modification pour obtenir son accord tout en garantissant que l’exécution des prestations ne s’en trouve ni compromise, ni altérée et ni retardée.

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l’origine serait imputable à la défaillance de l’acheteur ou de l’un de ses préposés dans l’exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l’acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l’application des pénalités, telles que prévues par le CCAG FCS.

31.3 Assurances

D’une façon générale, le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile et professionnelle qu’il peut engager à l’occasion des actes de toute nature accomplis pendant l’exécution du marché.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d’assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et professionnelle qu’il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l’occasion de l’exécution des prestations dont il est directement ou indirectement responsable du fait de son intervention, de celle de leur personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour leur compte.

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu’il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du marché.

Les dommages causés au personnel ou aux biens de l’acheteur par le titulaire, du fait de l’exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est responsable des goodies jusqu’à leur livraison effective à l’adresse indiquée par Numih France.

Il s’engage à :

1. Assurer ses prestations contre tout risque lié au transport, à la manutention et à la livraison, y compris la perte, le vol ou la détérioration des livrables, jusqu’à leur réception définitive par le pouvoir adjudicateur.
2. Prendre à sa charge toutes conséquences financières ou re fabrications nécessaires en cas de dommages ou pertes survenus avant la réception.
3. Fournir, sur demande, les attestations d’assurance responsabilité civile professionnelle et transport couvrant ces risques pendant toute la durée d’exécution du marché.

La livraison est considérée comme effective uniquement après réception conforme des goodies imprimés à l’adresse précisée dans le bon de commande.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 10 jours calendaire dès l’attribution du marché qui lui sera notifiée par courrier.

Par dérogation à l’article 9 du C.C.A.G.-FCS, le titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d’exécution, une attestation de son assureur justifiant qu’il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes et en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera le cas échéant à informer l’acheteur de tout changement de police d’assurance en cours de marché, et remettra dans le cadre de l’exécution de prestations, les documents à jour.

ARTICLE 32. Arrêt du marché

L’arrêt de l’exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 33. Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et sont complétés par les dispositions suivantes :

33.1 Résiliation pour inexactitude

En cas d’inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l’article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

33.2 Résiliation du marché pour motif d’intérêt général

Lorsque l’acheteur résilie le marché pour motif d’intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1,5 %, du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n’aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d’apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l’indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

33.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues au CCAG -FCS, NumihFrance se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- a) Si le montant des pénalités atteint 20% du montant forfaitaire du marché ;
- b) Inexactitude des renseignements prévus à l’article R.2143-1 et 2 du Code de la commande publique ;
- c) Mauvaise exécution et/ou défaut d’exécution des prestations objet du présent marché ;
- d) Non-respect des dispositions relatives aux articles D.8222-5 et D.82227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse. *
- e) Le non respecte des obligations de confidentialité résultant des documents contractuels du marché ;

Sauf dans les cas prévus aux a) et c), cette résiliation est précédée d’une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d’exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l’envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n’a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet à l’acheteur, dès le premier jour de prise d’effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire sans préjudice de dommages et intérêts complémentaires.

33.4 Report ou annulation du salon

En cas de report exceptionnel ou d’annulation du salon, pour des raisons sanitaires, ou tout autre raison justifiant le report ou l’annulation du salon, le titulaire s’engage à reporter la totalité de ses prestations sur le salon (aux nouvelles dates).

En cas de report, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d’exécution des prestations.
- des conséquences liées à des reports de délais d’exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu’il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l’acheteur d’évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l’acheteur peuvent faire l’objet d’une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l’avenant conclu en application du présent article.

En cas d’annulation, il sera procédé à la résiliation du marché ; seuls les frais engagés seront remboursés sous réserves de justificatifs.

Le prestataire titulaire sera indemnisé à la hauteur des seuls frais engagés, pour répondre aux bons de commandes établis, au moment de la résiliation et non de la totalité du montant de la prestation.

ARTICLE 34. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l’occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues au CCAG-FCS. A cet effet, le différend peut être soumis à l’avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d’échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l’introduction des recours et de l’instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l’instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr